Déni de dialogue social à france.3 Centre Val-de-Loire

Les représentants de proximité dénoncent un manque de dialogue social en région Centre Val-de-Loire. Cela fait quatre ans que la station d'Orléans est en travaux. Malgré des points d'informations sur l'avancée du chantier, **aucun document n'a été transmis aux RP à ce jour.** Ils n'ont pu être que consultés.
Depuis deux mois, les élus sont impliqués dans la gestion d'un COPIL (comité de pilotage) qui fait suite à un DGI (danger grave et imminent). Les Représentants de Proximité ont toujours répondu présents aux sollicitations de la direction dans un climat de confiance. Aujourd'hui, ils n'ont pas été informés du projet de déménagement de la Locale de Tours. **Pourquoi ?**

Jeudi 27 novembre, la directrice régionale et le responsable de centre technique se sont déplacés à la Locale de Tours pour annoncer ce déménagement. Une annonce, le jour où les élus et la direction se réunissaient en CSE à Orléans. Beau timing ! Seuls deux CDI et deux CDD étaient présents, soit un huitième de la rédaction tourangelle, sans aucun représentant syndical !

Une semaine après, l'IRH et le rédacteur en chef se sont déplacés de nouveau à Tours pour gérer des problématiques liées au contrat de génération et aux arrêts de travail de la Locale.

Pendant cette réunion, le rédacteur en chef adjoint de Tours a confirmé aux salariés que le déménagement était acté. Pourquoi déménager à nouveau alors que la Locale de Tours est installée dans ces nouveaux locaux depuis moins d'un an ? Pourquoi cette gabegie avec l'argent public ?

Les locaux actuels de Tours sont au cœur de la ville, dans les Halles. Le site envisagé est situé au quartier des Deux Lions. Un emplacement excentré, loin de la vie tourangelle mais comme par hasard, très proche de France Bleu Touraine. A l'heure actuelle, il n'y a pas de projet officiel de rapprochement France bleu et france.3. Pourquoi france.3 Centre Val-de-Loire se pose toujours en bon petit soldat ?

Or, toute modification des conditions de travail entraîne obligatoirement une consultation des RP en amont du projet afin d'accompagner les salariés dans le changement. L'échange est nécessaire pour éviter les inquiétudes et potentiellement les risques psychosociaux.

Les représentants de proximité constatent un manque d'échanges et de co-construction participative avec la direction locale, en somme une déloyauté inacceptable. Pour toutes ces raisons, les RP considèrent ne pas pouvoir mener à bien leur mission et ont décidé de ne pas participer à la réunion du mois de décembre.

Paris, le 12 décembre 2019

Bureau syndical Force Ouvrière – Pièce R2811 - 01.56.22.54.40
7 Esplanade Henri de France – 75907 Paris Cedex 15